

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal-Ouest

Code géographique : 66047

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Valentina Maria Todoran, atteste la véracité du rapport financier

de Montréal-Ouest pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Montréal-Ouest pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-19 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-14

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la ville de Montréal-Ouest, et qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville de Montréal-Ouest au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de la dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la ville de Montréal-Ouest inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23 et S25, portent sur l'établissement du l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

NOM DU CABINET

Daniel Tétreault, CPA inc.

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2017-03-24

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	13 270 940	13 228 227			13 228 227	13 025 361
Compensations tenant lieu de taxes	2	212 828	212 142			212 142	211 640
Quotes-parts	3						
Transferts	4	178 585	228 385			228 385	201 401
Services rendus	5	618 200	780 482			780 482	775 468
Imposition de droits	6	449 250	754 919			754 919	616 951
Amendes et pénalités	7	120 000	152 553			152 553	172 161
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	105 000	140 430			140 430	144 157
Autres revenus	10	11 546					
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	14 966 349	15 497 138			15 497 138	15 147 139
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		578 991			578 991	1 016 534
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	16						
Autres	17		67 915			67 915	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18						
	19		646 906			646 906	1 016 534
	20	14 966 349	16 144 044			16 144 044	16 163 673
Charges							
Administration générale	21	2 329 498	2 504 902	79 783		2 584 685	2 542 466
Sécurité publique	22	2 875 838	2 856 877	20 257		2 877 134	2 885 954
Transport	23	4 039 356	3 803 926	877 123		4 681 049	4 701 252
Hygiène du milieu	24	1 005 482	922 415	658 637		1 581 052	1 447 811
Santé et bien-être	25	11 923	11 921			11 921	11 397
Aménagement, urbanisme et développement	26	306 344	335 455			335 455	288 310
Loisirs et culture	27	2 556 167	2 539 952	120 275		2 660 227	2 673 933
Réseau d'électricité	28						
Frais de financement	29	658 669	490 943			490 943	543 860
Effet net des opérations de restructuration	30						
Amortissement des immobilisations	31		1 756 075	(1 756 075)			
	32	13 783 277	15 222 466			15 222 466	15 094 983
Excédent (déficit) de l'exercice	33	1 183 072	921 578			921 578	1 068 690

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 183 072	921 578	1 068 690
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 646 906 ) (	( 1 016 534)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 183 072	274 672	52 156
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		1 756 075	1 694 271
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 756 075	1 694 271
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 155 472 ) (	1 389 094 ) (	1 166 094)
	18	(1 155 472)	(1 389 094)	(1 166 094)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	27 600 ) (	437 856 ) (	383 152)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		254 300	138 417
Excédent de fonctionnement affecté	21		31 861	65 295
Réserves financières et fonds réservés	22		(40 578)	(41 570)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(27 600)	(192 273)	(221 010)
	26	(1 183 072)	174 708	307 167
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		449 380	359 323

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		646 906	1 016 534
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	209 033)	(125 174)
Sécurité publique	3 (	)	47 412)	()
Transport	4 (	27 600)	532 071)	(1 049 438)
Hygiène du milieu	5 (	)	386 497)	(325 065)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	)	119 757)	(653 441)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	27 600)	1 294 770)	(2 153 118)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		162 466	2 018 590
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	27 600	437 856	383 152
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		4 982	212 571
Excédent de fonctionnement affecté	16		37 781	
Réserves financières et fonds réservés	17			90 079
	18	27 600	480 619	685 802
	19		(651 685)	551 274
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(4 779)	1 567 808

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	3 643 862	3 545 840	3 557 319
Charges sociales	2	848 930	768 158	765 869
Biens et services	3	3 343 107	3 375 116	3 254 333
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	634 369	472 207	518 644
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	24 300	18 736	25 216
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	5 183 609	5 183 137	5 180 538
Transferts	10			
Autres	11	105 100	103 197	98 793
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		1 756 075	1 694 271
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	13 783 277	15 222 466	15 094 983

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	13 270 940	13 228 227	13 025 361
Compensations tenant lieu de taxes	2	212 828	212 142	211 640
Quotes-parts	3			
Transferts	4	178 585	807 376	1 217 935
Services rendus	5	618 200	780 482	775 468
Imposition de droits	6	449 250	754 919	616 951
Amendes et pénalités	7	120 000	152 553	172 161
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	105 000	140 430	144 157
Autres revenus	10	11 546	67 915	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	14 966 349	16 144 044	16 163 673
Charges				
Administration générale	14	2 329 498	2 584 685	2 542 466
Sécurité publique	15	2 875 838	2 877 134	2 885 954
Transport	16	4 039 356	4 681 049	4 701 252
Hygiène du milieu	17	1 005 482	1 581 052	1 447 811
Santé et bien-être	18	11 923	11 921	11 397
Aménagement, urbanisme et développement	19	306 344	335 455	288 310
Loisirs et culture	20	2 556 167	2 660 227	2 673 933
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	658 669	490 943	543 860
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	13 783 277	15 222 466	15 094 983
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 183 072	921 578	1 068 690
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		14 925 665	13 616 611
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			240 364
Solde redressé	28		14 925 665	13 856 975
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 847 243	14 925 665

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 183 072	921 578	1 068 690
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	27 600 ) (	1 294 770 ) (	2 153 118)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 756 075	1 694 271
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(27 600)	461 305	(458 847)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		26 177	(58 685)
	11		26 177	(58 685)
	12	1 155 472	1 409 060	551 158
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 155 472	1 409 060	551 158
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(13 509 242)	(14 300 764)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			240 364
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(13 509 242)	(14 060 400)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(12 100 182)	(13 509 242)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 2 728 431	1 751 121
Débiteurs (note 5)	2 5 633 523	6 125 758
Prêts (note 6)	3	
Placements de portefeuille (note 7)	4	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6 438 900	342 800
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 8 800 854	8 219 679
PASSIFS		
Découvert bancaire	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 2 443 478	2 442 627
Revenus reportés (note 12)	12 160 558	75 994
Dette à long terme (note 13)	13 18 297 000	19 210 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
	15 20 901 036	21 728 921
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16 (12 100 182)	(13 509 242)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	17 27 710 265	28 171 570
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	
Stocks de fournitures	19	
Autres actifs non financiers (note 17)	20 237 160	263 337
	21 27 947 425	28 434 907
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22 15 847 243	14 925 665

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	921 578	1 068 690
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 756 075	1 694 271
Autres			
-	3		277 460
-	4		
	5	2 677 653	3 040 421
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	492 235	(276 392)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	851	(338 429)
Revenus reportés	9	84 564	7 171
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(96 100)	(7 200)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	26 177	(58 685)
	14	3 185 380	2 366 886
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 294 770)	(2 153 118)
Produit de cession	16		
	17	(1 294 770)	(2 153 118)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	860 000	2 528 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 773 300)	(1 507 500)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(913 300)	1 020 500
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	977 310	1 234 268
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 751 121	516 853
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	1 751 121	516 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	2 728 431	1 751 121

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Ouest (la Ville) est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14), de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret no 1299-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

n/a

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la ville de Montréal-Ouest, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;

Les débiteurs;

Les stocks destinés à la revente;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les prêts.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

- Les découverts bancaires;
- Les emprunts bancaires;
- Les crédateurs et charges à payer;
- Les revenus reportés;
- Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.
- Les dettes à long terme.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

- Les immobilisations;
- Les propriétés destinées à la revente;
- Les stocks de fournitures;
- Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de l'année qui suit leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- Infrastructures 15 à 40 ans
- Bâtiments 15 à 40 ans
- Véhicules 10 à 20 ans
- Machinerie, outillage et équipement 10 à 20 ans
- Ameublement et équipement de bureau 5 à 10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge de l'exercice est établie par les éléments suivants : le coût des services rendus de l'exercice pour l'employeur; le coût net des services passés de l'exercice découlant d'une modification; l'amortissement des pertes (gains) actuarielles; les pertes (gains) découlant d'événements spéciaux (règlement, compression, prestation de cessation d'emploi, etc.); et l'augmentation (réduction) de la provision pour moins-value. Dans l'établissement de la charge de l'exercice, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2016, notamment par la constatation d'un coût des services passés négatif, sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode liée au marché.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Le montant à pourvoir de la Ville de Montréal-Ouest est nul au 31 décembre 2016.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2016 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou de la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

Compte tenu de la situation financière du régime au 31 décembre 2015, la municipalité a décidé, au moyen d'une résolution adoptée par son conseil le 19 décembre 2016, de suspendre une partie de l'indexation automatique pour les participants retraités tel que le lui permet la Loi. Les résultats de l'année 2016 tiennent compte de l'effet de cette suspension. L'ajustement apporté est le suivant :

- Suspension d'une partie de l'indexation automatique des rentes des participants retraités :
- Incidence sur le coût des services passés (a) : (54 500 \$)
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (b) : 54 000 \$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

Explications:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

(a) L'incidence sur le coût des services passés correspond au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1

(b) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie correspond au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

n/a

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	585 360	791 396
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	4 284 086	4 496 944
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	749 624	789 738
Organismes municipaux	7	6 752	16 231
Autres			
-	8	7 701	31 449
-	9		
	10	5 633 523	6 125 758
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 392 816	3 573 342
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13	493 854	
	14	3 886 670	3 573 342
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 438 900	342 800
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 ()	()
	28 <u>438 900</u>	<u>342 800</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 151 200	177 300
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 12 677	12 489
	34 <u>163 877</u>	<u>189 789</u>
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		
Note		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 755 309	644 263
Salaires et avantages sociaux	39 707 361	631 496
Dépôts et retenues de garantie	40 186 733	313 737
Provision pour contestations d'évaluation	41	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43	
Autres		
- Intérêts courus - LTD	44 198 511	216 475
- Régime de retraite	45 28 585	
-	46	
- Courus	47 566 979	636 656
-	48	
	49 <u>2 443 478</u>	<u>2 442 627</u>
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	50	
Transferts	51	
Fonds parcs et terrains de jeux	52 73 215	9 727
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	
Société québécoise d'assainissement des eaux	54	
Fonds de développement des territoires	55	
Autres		
- Revenus	56 59 974	38 898
- Fonds de Stationnement	57 27 369	27 369
-	58	
-	59	
	60 <u>160 558</u>	<u>75 994</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,26	2,89	2019	2021	61	18 297 000	19 210 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	18 297 000	19 210 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	()	()
					71	18 297 000	19 210 300

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	1 630 000	88	97	105	1 630 000
2018	73	81	1 470 000	89	98	106	1 470 000
2019	74	82	1 444 000	90	99	107	1 444 000
2020	75	83	1 490 000	91	100	108	1 490 000
2021	76	84	1 049 000	92	101	109	1 049 000
2022 et +	77	85	11 214 000	93	102	110	11 214 000
	78	86	18 297 000	94	103	111	18 297 000
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	18 297 000	96	104	113	18 297 000

Note

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(12 100 182)	(13 509 242)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(12 100 182)	(13 509 242)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	6 849 664	146	106 905	173	200		6 956 569
Eaux usées	119	9 471 416	147	279 592	174	201		9 751 008
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	15 318 180	148	164 261	175	202		15 482 441
Autres	121	4 139 442	149	388 195	176	203		4 527 637
Réseau d'électricité	122		150		177	204		
Bâtiments	123	4 487 944	151	114 933	178	205		4 602 877
Améliorations locatives	124		152		179	206		
Véhicules	125	3 299 038	153	42 515	180	207		3 341 553
Ameublement et équipement de bureau	126	240 707	154	149 911	181	208		390 618
Machinerie, outillage et équipement divers	127	568 142	155	48 458	182	209		616 600
Terrains	128	387 371	156		183	210		387 371
Autres	129	403 158	157		184	211		403 158
	130	<u>45 165 062</u>	158	<u>1 294 770</u>	185	212		<u>46 459 832</u>
Immobilisations en cours	131		159		186	213		
	132	<u>45 165 062</u>	160	<u>1 294 770</u>	187	214		<u>46 459 832</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	1 945 692	161	296 769	188	215		2 242 461
Eaux usées	134	3 125 226	162	359 693	189	216		3 484 919
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	4 985 642	163	567 744	190	217		5 553 386
Autres	136	1 195 534	164	192 217	191	218		1 387 751
Réseau d'électricité	137		165		192	219		
Bâtiments	138	2 586 051	166	157 543	193	220		2 743 594
Améliorations locatives	139		167		194	221		
Véhicules	140	2 199 205	168	116 836	195	222		2 316 041
Ameublement et équipement de bureau	141	124 195	169	38 963	196	223		163 158
Machinerie, outillage et équipement divers	142	456 680	170	16 828	197	224		473 508
Autres	143	375 267	171	9 482	198	225		384 749
	144	<u>16 993 492</u>	172	<u>1 756 075</u>	199	226		<u>18 749 567</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>28 171 570</u>				227		<u>27 710 265</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233	235		
Amortissement cumulé	229	()	232	()	234	236	()	
Valeur comptable nette	230					237		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	244	103 469
-	245	112 560
-	246	
Autres		
-	247	133 691
-	248	150 777
	249	237 160
		263 337
Note		
<hr/>		
18. Obligations contractuelles		
n/a		
19. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
n/a		
b) Auto-assurance		
n/a		
c) Poursuites		
n/a		
d) Autres		
n/a		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Conformément aux directives du Manuel de la présentation de l'information financière municipale, la municipalité a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation des fonds réservés suivants :

Fonds de parcs et terrains de jeux;
Fonds - stationnement

La méthode de comptabilisation utilisée par la municipalité ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 :

État de la situation financière
Revenus reportés 37 096 \$
Fonds réservés (37 096 \$)

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

22. Instruments financiers

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	2 728 431	1 751 121
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	2 728 431	1 751 121
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice			
	263		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

2016

2015

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	264
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265
Autres revenus	266
	267

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268
Variation de la provision pour moins-value	269
	270
Autres charges	271
	272
Excédent (déficit) de l'exercice	273

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()
	279		
	280		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286
Supportant les engagements de prêts	287
Supportant les garanties de prêts	288
	289

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<u>293</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<u>296</u>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<u>299</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()
	<u>306</u>		
	<u>307</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<u>311</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<u>314</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<u>317</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 229 859	2 256 929
Excédent de fonctionnement affecté	225 751	53 228
Réserves financières et fonds réservés	1 172 742	238 440
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	() ()	() ()
Financement des investissements en cours	(81 047)	(157 544)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13 299 938	12 534 612
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	[]	[]
	8 15 847 243	14 925 665
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 1 229 859	2 256 929
Organismes contrôlés ¹	10	11
	1 229 859	2 256 929
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Entretien des parc	12 555	555
- Fontaine d'eau Parcs	13 308	308
- Centre communautaire	14 29 470	
- Westminster curb intersections	15 9 852	9 852
- Greffe	16 25 762	33 448
- Arbre -Tree azin	17 3 864	6 431
- Canada Post	18 2 610	2 634
- PIIA	19 3 055	
- Hôtel de Ville - fondation	20 150 275	
	21 225 751	53 228
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	
	23	
	24	
	25	
	26 225 751	53 228
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 172 742	157 164
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34	81 276
Organismes contrôlés	35	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-	40	
-	41	
	42 1 172 742	238 440
	43 1 172 742	238 440

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

2016

2015

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	44	()	()
Régimes non capitalisés	45	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46	()	()
Autres	47	()	()
Régimes non capitalisés	48	()	()
	49	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52	()	()
Autres			
-	53	()	()
-	54	()	()
	55	()	()

Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	56	()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57	()	()
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	58	()	()
Utilisation du fonds de roulement	59	()	()
Mesure relative aux frais reportés	60	()	()
Autres			
-	61	()	()
-	62	()	()
	63	()	()

Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ	64	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65	()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66	()	()
Autres			
-	67	()	()
-	68	()	()
	69	()	()

Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement	70		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71		
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72		
Autres			
-	73		
	74		
	75	()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76	
Investissements à financer	77 (81 047 ) (	( 157 544)
	78 (81 047)	(157 544)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 27 710 265	28 171 570
Propriétés destinées à la revente	80	
Prêts	81	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 27 710 265	28 171 570
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 18 297 000	19 210 300
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (3 886 670 ) (	3 573 342)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 14 410 330	15 636 958
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91 (3)	
	92 14 410 327	15 636 958
	93 13 299 938	12 534 612

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 342 800	335 600
Charge de l'exercice	5 (151 200)	(177 300)
Cotisations versées par l'employeur	6 247 300	184 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>438 900</u>	<u>342 800</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 5 563 200	5 155 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (6 005 400)	(5 172 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (442 200)	(17 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 881 100	359 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 438 900	342 800
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>438 900</u>	<u>342 800</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 5 563 200	5 155 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (6 005 400)	(5 172 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (442 200)	(17 100)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 250 400	259 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (54 500)	
	21 195 900	259 900
Cotisations salariales des employés	22 (114 900)	(119 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (6 500)	(4 500)
	24 74 500	136 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 21 900	29 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 54 500	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>150 900</u>	<u>165 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 312 800	301 600
Rendement espéré des actifs	34 (312 500)	(289 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 300	12 200
Charge de l'exercice	36 <u>151 200</u>	<u>177 300</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 382 400	390 900
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (312 500)	(289 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 69 900	101 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 667 500	55 400
Prestations versées au cours de l'exercice	41 343 100	232 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 5 538 800	5 273 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 44 600	33 700
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	6 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 22	22
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,80 %	2,80 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,30 %	2,30 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	() ()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	5	5

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	3 762	3 706
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	12 677	12 489
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	12 677	12 489
100	12 677	12 489

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	18 297 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	81 047
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 886 670
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	14 491 377
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	14 491 377
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	14 491 377
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	5 685 000
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	5 685 000

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	20 176 377
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	12 723 840	12 713 767	12 515 105
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	12 723 840	12 713 767	12 515 105
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-CMM	14	105 100	104 705	98 905
-taxe d'eau	15	442 000	409 755	411 351
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	547 100	514 460	510 256
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	547 100	514 460	510 256
	26	13 270 940	13 228 227	13 025 361

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 433	871	861
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30 433		
	31 866	871	861
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32 7 237	7 195	7 155
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 204 725	204 076	203 624
	35 211 962	211 271	210 779
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 212 828	212 142	211 640
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 212 828	212 142	211 640

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	1 840	15 520
Sécurité publique			5 829
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	105 067	92 332
Enlèvement de la neige	58		72 865
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	13 795	21 089
Réseau de distribution de l'eau potable	68		14 421
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70	7 883	7 883
Matières résiduelles			9 077
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	50 000	91 561
Tri et conditionnement	73		99 209
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	178 585	228 385
			201 401

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	578 991	697 534
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		319 000
Réseau d'électricité	128		
	129	578 991	1 016 534

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 178 585	807 376	1 217 935

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	30 000	32 962
Sécurité civile	146		47 155
Autres	147		
	148	30 000	32 962
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	30 000	32 962
			47 155

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	4 000	22 029	23 944
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	584 200	725 491	704 369
Réseau d'électricité	194			
	195	588 200	747 520	728 313
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	618 200	780 482	775 468
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	79 250	154 124	127 599
Droits de mutation immobilière	198	370 000	600 795	489 352
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	449 250	754 919	616 951
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	120 000	152 553	172 161
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	105 000	140 430	144 157
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211			
Autres	212	11 546	67 915	
	213	11 546	67 915	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	154 065	246 897	1 355	248 252	193 908
Grefe et application de la loi	2	19 000	19 000	1 825	20 825	23 501
Gestion financière et administrative	3	1 162 233	1 359 945	75 816	1 435 761	1 343 594
Évaluation	4	46 652	46 648		46 648	47 143
Gestion du personnel	5					
Autres						
- Agglomération	6	947 548	832 412	787	833 199	934 320
-	7					
	8	2 329 498	2 504 902	79 783	2 584 685	2 542 466
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	1 577 889	1 577 747	395	1 578 142	1 575 797
Sécurité incendie	10	878 072	887 074	9 435	896 509	925 769
Sécurité civile	11	5 184	5 183	10 427	15 610	10 111
Autres	12	414 693	386 873		386 873	374 277
	13	2 875 838	2 856 877	20 257	2 877 134	2 885 954
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 790 601	1 803 183	856 875	2 660 058	2 757 263
Enlèvement de la neige	15	687 564	516 523	16 231	532 754	522 599
Éclairage des rues	16	238 881	161 319	2 666	163 985	170 044
Circulation et stationnement	17	11 893	12 604	1 351	13 955	16 306
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 277 760	1 277 643		1 277 643	1 208 101
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	32 657	32 654		32 654	26 939
	22	4 039 356	3 803 926	877 123	4 681 049	4 701 252

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016		Total	Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	362 985	301 272	298 944	600 216	565 473
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	47 573	54 469	359 693	414 162	372 168
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	391 463	372 997		372 997	343 018
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	74 482	74 354		74 354	74 159
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	80 850	106 883		106 883	81 078
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	48 129	12 440		12 440	11 915
	40	1 005 482	922 415	658 637	1 581 052	1 447 811
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	5 184	5 183		5 183	4 662
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	6 739	6 738		6 738	6 735
	44	11 923	11 921		11 921	11 397
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	139 283	144 145		144 145	123 724
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	13 477	13 476		13 476	12 951
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	73 607	73 601		73 601	51 805
Autres	51	79 977	104 233		104 233	99 830
	52	306 344	335 455		335 455	288 310

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53			19 732	19 206
Patinoires intérieures et extérieures	54	554 060	541 969	17 304	624 884
Piscines, plages et ports de plaisance	55	202 733	201 188	4 519	191 848
Parcs et terrains de jeux	56	582 068	650 780	58 500	654 682
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	103 102	110 453		91 242
	60	1 441 963	1 504 390	100 055	1 581 862
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	764 279	689 599		735 062
Bibliothèques	62	18 465	16 757	20 220	36 494
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	3 806	4 567		3 768
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	327 654	324 639		316 747
	66	1 114 204	1 035 562	20 220	1 092 071
	67	2 556 167	2 539 952	120 275	2 673 933
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	634 369	472 207		518 644
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71		300		300
Autres	72	24 300	18 436		25 216
	73	658 669	490 943		543 860
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
75		1 756 075	(1 756 075)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de Ville de Montréal-Ouest (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

NOM DU CABINET Daniel Tétreault, CPA inc.

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE _____

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2017-03-24

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		13 228 227
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		13 228 227

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	13 228 227
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>13 228 227</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	815 913	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>815 913</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>12 412 314</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1	<u>952 039 500</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2	<u>953 063 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>952 551 650</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>12 412 314</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>952 551 650</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6	| 1 | , | 3 | 0 | 3 | 1 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	106 905	117 111
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	279 592	207 954
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	164 261	621 885
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	388 195	855 874
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	114 933	63 879
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	42 515	145 269
Ameublement et équipement de bureau	18	149 911	111 422
Machinerie, outillage et équipement divers	19	48 458	29 724
Terrains	20		
Autres	21		
	22	27 600	
		1 294 770	2 153 118

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	106 905	117 111
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	279 592	207 954
Autres infrastructures	27	552 456	1 477 759
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	355 817	350 294
	34	1 294 770	2 153 118

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	19 210 300	860 000	1 773 300	18 297 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	19 210 300	860 000	1 773 300	18 297 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	15 636 958	162 466	1 389 094	14 410 330
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	15 636 958	162 466	1 389 094	14 410 330
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	3 573 342	203 680	384 206	3 392 816
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18		493 854		493 854
	19	3 573 342	697 534	384 206	3 886 670
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21	3 573 342	697 534	384 206	3 886 670
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 573 342	697 534	384 206	3 886 670
	26	19 210 300	860 000	1 773 300	18 297 000
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	19 210 300	860 000	1 773 300	18 297 000

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	46 652	46 648	47 143
Autres	3	832 485	832 412	933 533
Sécurité publique				
Police	4	1 577 891	1 577 747	1 575 402
Sécurité incendie	5	859 442	859 364	874 993
Sécurité civile	6	5 184	5 183	4 145
Autres	7	22 290	22 287	22 794
Transport				
Réseau routier	8	4 147	4 147	4 144
Transport collectif	9	1 277 760	1 277 643	1 208 102
Autres	10	32 657	32 654	26 939
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			163 187
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	154 472	154 457	
Autres	15	12 441	12 440	11 915
Santé et bien-être				
Logement social	16	5 184	5 183	4 662
Autres	17	6 739	6 738	6 735
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 551	15 549	10 879
Rénovation urbaine	19	13 477	13 476	12 951
Promotion et développement économique	20	73 607	73 601	51 805
Autres	21	1 037	1 037	1 036
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	73 089	73 082	59 576
Activités culturelles	23		169 489	160 597
Réseau d'électricité	24	169 504		
	25	5 183 609	5 183 137	5 180 538

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,64	35,00	19 842,00	856 400	183 121	1 039 521
Professionnels	2						
Cols blancs	3	29,20	35,00	48 282,73	957 616	204 764	1 162 380
Cols bleus	4	27,98	36,00	52 376,25	1 642 733	351 259	1 993 992
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	67,82		120 500,98	3 456 749	739 144	4 195 893
Élus	9	5,00			89 091	29 014	118 105
	10	72,82			3 545 840	768 158	4 313 998

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	21 089				21 089
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	7 883				7 883
Autres	16	199 413	169 065	409 926		778 404
	17	228 385	169 065	409 926		807 376

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Grefte et application de la loi	1	19 000	27		1 825	53		20 825	79		105		20 825	131			
Évaluation	2	46 648	28			54		46 648	80		106		46 648	132			
Autres	3	2 439 254	29		77 958	55		2 517 212	81		107	22 029	2 495 183	133			
	4	2 504 902	30		79 783	56		2 584 685	82		108	22 029	2 562 656	134			
Sécurité publique																	
Police	5	1 577 747	31		395	57		1 578 142	83		109		1 578 142	135			
Sécurité incendie	6	887 074	32		9 435	58		896 509	84		110	32 962	863 547	136			
Sécurité civile	7	5 183	33		10 427	59		15 610	85		111		15 610	137			
Autres	8	386 873	34			60		386 873	86		112		386 873	138			
	9	2 856 877	35		20 257	61		2 877 134	87		113	32 962	2 844 172	139			
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	1 803 183	36		856 875	62		2 660 058	88		114		2 660 058	140		176 311	
Enlèvement de la neige	11	516 523	37		16 231	63		532 754	89		115		532 754	141			
Autres	12	173 923	38		4 017	64		177 940	90		116		177 940	142			
Transport collectif	13	1 277 643	39			65		1 277 643	91		117		1 277 643	143			
Autres	14	32 654	40			66		32 654	92		118		32 654	144			
	15	3 803 926	41		877 123	67		4 681 049	93		119		4 681 049	145		176 311	
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																	
Réseau de distribution de l'eau potable	16		42			68			94		120			146			
Traitement des eaux usées	17	301 272	43		298 944	69		600 216	95		121		600 216	147		146 203	
Réseaux d'égout	18		44			70			96		122			148			
	19	54 469	45		359 693	71		414 162	97		123		414 162	149		158 246	
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	372 997	46			72		372 997	98		124		372 997	150			
Matières recyclables	21	181 237	47			73		181 237	99		125		181 237	151			
Autres	22		48			74			100		126			152			
Cours d'eau	23		49			75			101		127			153			
Protection de l'environnement	24		50			76			102		128			154			
Autres	25	12 440	51			77		12 440	103		129		12 440	155			
	26	922 415	52		658 637	78		1 581 052	104		130		1 581 052	156		304 449	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	5 183	172		187	5 183	202		217	5 183	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	6 738	174		189	6 738	204		219	6 738	234	
	160	11 921	175		190	11 921	205		220	11 921	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	144 145	176		191	144 145	206		221	144 145	236	
Rénovation urbaine	162	13 476	177		192	13 476	207		222	13 476	237	
Promotion et développement économique	163	73 601	178		193	73 601	208		223	73 601	238	
Autres	164	104 233	179		194	104 233	209		224	104 233	239	
	165	335 455	180		195	335 455	210		225	335 455	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 504 390	181	100 055	196	1 604 445	211	725 491	226	878 954	241	10 183
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	16 757	182	20 220	197	36 977	212		227	36 977	242	
Autres	168	1 018 805	183		198	1 018 805	213		228	1 018 805	243	
	169	2 539 952	184	120 275	199	2 660 227	214	725 491	229	1 934 736	244	10 183
Réseau d'électricité												
	170		185		200		215		230		245	
	171	12 975 448	186	1 756 075	201	14 731 523	216	780 482	231	13 951 041	246	490 943

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 294 770	2 153 118
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 294 770	2 153 118

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	58 845	16 188
Conseillère 1	9 411	4 705
Conseillère 2	9 411	4 705
Conseillère 3	9 411	4 705
Conseillère 4	9 411	4 705

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 256 929	2 037 144
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(3)	277 460
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 256 926	2 314 604
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	449 380	359 323
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(254 300)	(138 417)
Activités d'investissement	6	(4 982)	(212 571)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(242 165)	(66 010)
Réserves financières et fonds réservés	8	(975 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(1 027 067)	(57 675)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 229 859	2 256 929
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	53 228	52 513
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	53 228	52 513
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(31 861)	(65 295)
Activités d'investissement	17	(37 781)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	242 165	66 010
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	172 523	715
Solde à la fin de l'exercice	22	225 751	53 228
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	238 440	711 281
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(37 096)
Solde redressé au début de l'exercice	25	238 440	674 185
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	40 578	41 570
Activités d'investissement	27		(90 079)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	975 000	
Financement des investissements en cours	29	(81 276)	(387 236)
	30	934 302	(435 745)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 172 742	238 440

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (157 544)	(2 112 588)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (157 544)	(2 112 588)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (4 779)	1 567 808
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 81 276	387 236
	47 76 497	1 955 044
Solde à la fin de l'exercice	48 (81 047)	(157 544)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 12 534 612	12 928 261
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 12 534 612	12 928 261
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 (162 466)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55 1 773 300	
Variation résiduelle de l'exercice	56 (845 508)	(393 649)
Solde à la fin de l'exercice	57 13 299 938	12 534 612

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>525 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	975 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>1 500 000</u></u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 2 | 4 | 5 | 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 2 | 4 | 5 | 5 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 3 , □ 6 | 2 | 8 | 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 3 , □ 6 | 2 | 8 | 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 2 , □ 4 | 9 | 0 | 9 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement
Eau	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Égout	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Eau et égout	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Traitement des eaux usées	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Matières résiduelles	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code¹	Préciser
CMM	,0110	1	
consommation d'eau	27,0000	7	par 1000 pied cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	12 975 251
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	12 975 251

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
- CMM	14	106 305
- Consommation d'eau	15	422 000
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	528 305
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	528 305
	26	13 503 556

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	467
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	467
	5	934

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	8 206
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	232 301
	9	240 507

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	241 441

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	241 441

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 922 014 781	X 5 1,2516	/100\$ 6 11 539 937				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 10 877 300	X 8 1,2516	/100\$ 9 136 140				
Immeubles non résidentiels	10 39 893 468	X 11 3,1066	/100\$ 12 1 239 330				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 2 390 680	X 20 2,5032	/100\$ 21 59 844				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 12 975 251	26 ()	27 ()	28	29 12 975 251
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
CMM	0,0109	1	
Consommation d'eau	27,0000	7	du 1000 pied cubes

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>13 503 556</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	_____
Revenus de taxes	11	<u>13 503 556</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	13 503 556
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>13 503 556</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	<u>740 018</u>
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
	10	<u>740 018</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>12 763 538</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 12 763 538

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 975 176 229

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

3	0	8	8
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 239 330			59 843	136 140	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 239 330			59 843	136 140	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	11 539 938			12 975 251
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	528 305			528 305
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	12 068 243			13 503 556

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	14 110 646	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 429 673	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	556 524	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21		\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 50, Av. Westminster Sud
(no) (rue)
Montréal-Ouest H4X 1Y7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 481-8125
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 481-4554
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@montreal-ouest.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Valentina Maria Todoran

Téléphone (514) 485-8949
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 481-4554
(ind. rég.) (numéro)

Courriel vtodoran@montreal-ouest.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Daniel Tétrault, CPA auditeur CA

Titre CPA auditeur CA

Adresse 122, 6e avenue Ouest
(no) (rue)
Amos J9T 3Z3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 727-1098
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 727-5898
(ind. rég.) (numéro)

Courriel daniel.ca@live.fr

Responsable du dossier Daniel Tétrault

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Valentina Maria Todoran , atteste que le rapport financier de Montréal-Ouest pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-24 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal-Ouest .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal-Ouest consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal-Ouest détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 921 578 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,3031 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-28 09:54:51

Date de transmission au Ministère : 2017/04/28